

Introduction

La couverture de la négociation collective est un élément clé des systèmes des relations industrielles, car elle détermine la capacité des accords collectifs pour protéger les travailleurs. En plus, il a également été identifié comme outil institutionnel clé permettant de réduire les disparités revenu et limite la dualisation du marché du travail. Par conséquent, assurer une couverture élevée est essentielle pour garantir une reprise inclusive et socialement durable. L'un des facteurs qui affectent le plus les institutions de négociation collective est l'externalisation, qui non seulement modifie les frontières des entreprises mais, en même temps, fragmente la base de représentation des syndicats.

Ce Séminaire est lié au projet de recherche «**Relaunching Collective Bargaining Coverage in Outsourced Services (RECOVER)**», financé par la DG d'emploi, affaires sociales et inclusion de la Commission européenne (GA VS/2016/0351) et coordonné par le *Centre d'Estudis Sociològics sobre la Vida Quotidiana i el Treball (QUIT)*.

Le projet RECOVER analyse les effets de la croissance de l'externalisation sur la couverture des travailleurs dans des activités externalisées et ses conséquences sur leurs conditions du travail dans six pays européens.

Renseignements pratiques



IRES

16, boulevard du Mont d'Est
93192 Noisy-le-Grand Cedex

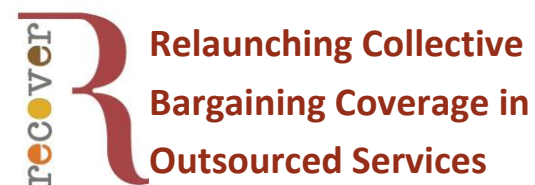
Inscription

L'entrée est libre mais l'inscription obligatoire.
Pour s'inscrire: joan.rodriquez.soler@uab.cat

Coordonné par



Avec la collaboration de



Séminaire-Débat

L'externalisation :
dynamiques, relations
industrielles et effets
sur l'emploi

Lundi 12 de novembre 2018

Institut de recherches économiques et
sociales (IRES)

16, boulevard du Mont d'Est
93192 Noisy-le-Grand Cedex

Information additionnel

<http://pagines.uab.cat/recoverproject>

Objectives

Le projet a pour objectif d'analyser la couverture des négociations collectives dans les services externalisés: d'identifier les problèmes de couverture liés aux pratiques d'externalisation; étudier la capacité des institutions existantes à les gérer; analyser l'incidence des écarts de couverture entre différents groupes de travailleurs; analyser les stratégies déployées par les partenaires sociaux pour résoudre ces problèmes et fournir aux acteurs des orientations en matière de politique afin de garantir une couverture globale et efficace.

Le projet cherche de comparer ces dynamiques dans des services externalisés au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise dans six pays européens (l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne et le Royaume Uni). Par rapport au cas français, l'objectif de cet Séminaire est de discuter sur les conséquences et les possibles stratégies d'amélioration dans deux activités avec une notable incidence du phénomène de l'externalisation: la propreté et les services numériques.

L'objectif du Séminaire est devenir une session de travail au cours de laquelle des agents sociaux, techniciens et experts et/ou professionnels peuvent partager leurs réflexions, leurs expériences et partager des cas de bonnes pratiques.

Programme

09:00 – 9:10 Accueil

09 :10 – 9:30

**Présentation du projet RECOVER :
Dynamiques externalisées en Europe et en
France: les enjeux de la négociation collective**

- **Joan Rodríguez Soler**, sociologue de l'Universitat Autònoma de Barcelona et chercheur du Centre d'Estudis QUIT

9 :30 – 10:45

**Les effets de l'externalisation: gestion, emploi
et relations industrielles**

- **Jean-Marie Pernet**, politologue et chercheur associé de l'IRES
- **Antoine Rouillard-Perain**, chercheur de l'OSC - Sciences Po

10 :45 – 11:00 Pause

11 :00 – 12:30

**La propreté et les services numériques:
défis et opportunités dans la dynamique
de l'externalisation**

- **Kumba Duvillier**, Secrétaire Fédérale, Pôle SEP (CFDT Services)
- **Marc Guerrien**, Responsable du Pôle Etudes, Recherche et Développement du Monde de la Propreté (FEP)
- **Roman Descottes** (FSETUD-CGT)

12 :30 Clôture



**DG Employment, Social Affairs and
Inclusion**

Project co-funded by the European Union
Agreement no. VS/2016/0351